

AVANT-PROPOS

Ça va « turbuler¹ » en 2017 !

L'élection présidentielle s'annonce incertaine comme jamais. Turbulences annoncées! Bien des repères ont disparu. Sous le vieux clivage droite-gauche, que nombre de Français jugent obsolète, émergent de nouvelles fractures : conservateurs/progressistes, souverainistes/mondialistes, patriotes/identitaires, laïques/multiculturalistes, démocrates/républicains, ceux d'en bas/ceux d'en haut.

Ces nouveaux clivages transcendent les partis et devraient changer la donne politique. En même temps, notre système présidentiel, véritable monarchie républicaine, ne correspond plus aux nécessités d'une gouvernance moderne à l'ère du numérique, ni aux nouvelles attentes des citoyens pour une démocratie plus participative. Ce système, qui fait d'ailleurs exception

1. Jean-Pierre Chevènement a voulu faire « turbuler le système » en 2002!

dans une Europe à la démocratie parlementaire plus affirmée, assure une certaine stabilité institutionnelle à courte vue et en trompe-l'œil. Le président, quel qu'il soit, placé dans le rôle de sauveur suprême, ne peut à lui seul apaiser l'anxiété collective et la fragilité sociale de la société française, tétanisée et potentiellement éruptive.

Le discrédit du politique et la crise de confiance favorisent, comme ailleurs en Europe, la montée d'un radicalisme extrémiste de droite comme de gauche. Les prochaines primaires refléteront sans doute ce phénomène à travers la surenchère dans certaines réactions aux attentats, évidente dans les programmes de nombre de candidats. Des conquérants innombrables et de tous calibres, tant il est vrai que le cumul des primaires et de l'élection présidentielle déchaîne les plus folles prétentions et permet, y compris au plus médiocre, de se rêver président d'un instant.

Attentats

Incertitude aussi du fait des attentats à répétition qui ont frappé notre pays et accroissent l'inquiétude des Français – ils ont la conviction que des événements dramatiques (fusillade de *Charlie* et de l'Hyper Cacher le 9 janvier 2015 ; celle du Bataclan le 13 novembre 2015 ; les 86 personnes fauchées par un terroriste au volant d'un camion de location sur la promenade des Anglais à Nice le soir du 14 juillet 2016 ; l'assassinat de l'abbé Hamel, quatre-vingt-six ans, égorgé le 26 juillet pendant sa messe à l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray, près de Rouen) peuvent survenir à n'importe quel moment. Fatalisme, dégoût et fureur face à de tels actes barbares, doutes sur l'efficacité de la « guerre » contre les djihadistes, polémique entre l'opposition favorable à des

mesures d'exception et l'exécutif qui met en avant la défense de l'État de droit : tous les ingrédients d'un cocktail explosif sont réunis. Les enjeux sécuritaire et identitaire seront prioritaires, devant le défi du chômage. Nul ne doute qu'un nouvel attentat qui frapperait notre pays au moment du scrutin aurait une incidence directe sur le choix des électeurs, au risque d'une déflagration électorale d'ampleur insoupçonnée.

Gauche éclatée

Sur la gauche, ou plutôt les deux gauches, dites « irréconciliables », François Hollande, carbonisé dans les sondages, ne peut pas espérer grand-chose s'il devait franchir le pas et se présenter. Mais il a tellement fragmenté son camp, des écologistes aux socialistes, qu'il peut apparaître comme le plus petit dénominateur commun ! C'est le paradoxe de l'actuelle majorité : le président, au bilan politique et économique contesté, peut s'imposer comme le candidat officiel du PS. À moins qu'il renonce à se représenter, ce qui serait une première pour un président sortant. L'Histoire, où il veut laisser sa trace dans la lignée de Blum, Jaurès, Clemenceau et Mitterrand, lui montrera peut-être qu'en démocratie, à l'instar de Gerhard Schröder en Allemagne, les réformes à l'emporte-pièce se payent souvent d'une sanction dans les urnes. À gauche de la gauche, Jean-Luc Mélenchon, avec La France insoumise, se voit un destin à la Podemos en Espagne ou à la Syriza en Grèce. Il rêve d'écraser les « vieux » partis socialistes, qui après avoir flirté dans les années 1980 avec les partis communistes européens, ont déposé les armes au pied de l'autel social-libéral. Mélenchon, sauf dans l'hypothèse d'une candidature d'Emmanuel

Macron, peut devancer le candidat du Parti socialiste et ainsi faire implorer le parti de Léon Blum entre les deux tours.

L'une des seules certitudes de ce scrutin est bien que la gauche doit se réinventer après 2017. Une recomposition politique déjà dans la tête de ceux, comme Manuel Valls, dont l'agenda est fixé sur 2022 – sauf à devoir se lancer dès l'an prochain si François Hollande choisit de passer la main. Macron a déjà franchi le pas.

À droite et au FN

Chez les Républicains, à la peine devant la poussée FN, Alain Juppé, soutenu par François Bayrou, chef centriste et maire de Pau, paraît presque intouchable, même si son avance sur Nicolas Sarkozy s'amenuise. Pourtant, il donne l'impression de ne pas être dans le tempo et de ne pas être habité de la fureur de vaincre nécessaire pour triompher de tous les pièges politiques d'une campagne qui s'annonce violente. Juppé suit son rythme et ne change rien à son style.

Nicolas Sarkozy, à l'inverse, assoiffé de revanche depuis cinq ans, n'a pas attendu le lancement de la campagne pour faire rugir ses trois moteurs à plein régime : l'énergie, la réactivité et le culot ! De tous les conquérants à droite, il est celui qui, si l'on oublie ses décisions passées, peut le plus aisément incarner le besoin sécuritaire d'une population traumatisée par les attentats. De quoi surmonter peut-être le rejet massif qui le frappe tout autant que François Hollande. Mais son renvoi devant la justice dans l'affaire Bygmalion dresse sur sa route un nouvel obstacle.

Marine Le Pen est promise d'office, selon les enquêtes d'opinion, à une présence au second tour de

la présidentielle. Pour elle aussi, le contexte terroriste pèsera lourd. Les deux thèmes privilégiés du Front national, la sécurité et l'immigration, tiennent en effet le haut de l'affiche, imposés par la cruelle actualité plus que par la volonté du FN lui-même, qui se contente de tirer les dividendes de ce climat angoissant.

Paradoxe d'une situation politique figée autour de partis politiques usés, les Français aspirent à un renouvellement. Hollande, Sarkozy, Juppé, Mélenchon, Le Pen, Bayrou, déjà là en 2012 et dans le paysage depuis des décennies, ne l'incarnent pas. Et pourtant, ils repartent au combat présidentiel. Quelle légitimité, alors, porterait l'élu du second tour s'il a été devancé par Marine Le Pen au premier tour, et si l'abstention est forte ?

Union nationale ?

Dans la foulée de l'élection présidentielle, les législatives pourraient consacrer une entrée en masse de députés frontistes à l'Assemblée nationale. La droite et la gauche n'auront d'autre choix que de s'entendre pour gouverner sur des majorités d'idées. Il s'agirait alors d'une sorte d'union nationale à l'Assemblée, au coup par coup, selon les lois à voter. Une majorité d'électeurs de droite et de gauche, les plus jeunes surtout, souhaitent une telle entente cordiale. Le prochain président de la République osera-t-il violer le tabou du bipartisme et favoriser une profonde recomposition politique pour faire avancer les réformes économiques et faire bloc contre le terrorisme ? À moins que Marine Le Pen rafle la mise. « L'état de guerre » ne doit pas nous faire oublier le besoin de réformes économiques. François Fillon promet des réformes thatchériennes à un pays qui

abuse de la dette comme d'une drogue pour financer son modèle social. Il n'est d'ailleurs pas le seul, que ce soit à droite ou même à gauche, si Emmanuel Macron se met « En Marche ». Pas sûr que la fragilité sociale de la société française puisse résister à un telle purge. Pourtant, les réformes sont d'une urgence criante. Il faudra bien que l'élu de 2017 se consacre vraiment à l'avenir du pays et qu'il privilégie l'ardente obligation de la réforme des retraites ou des dépenses publiques, au lieu de se perdre dans de stériles débats comme celui sur la déchéance de nationalité, qui a occupé la scène pendant des mois ! À Bruxelles pourtant, devant la montée des populismes en Europe, on hésite à faire des reproches sur l'abandon progressif de la contrainte budgétaire.

Renverser la table ?

Et si ces mêmes Français, impatients de renouvellement, renversaient la table et confiaient le pouvoir à l'un ou l'une de ces quadras de la nouvelle vague, qui comprendrait mieux que ses aînés les grandes mutations économiques qu'impose la « digitalisation » mondialisée ? Une jeune classe toutefois sans grande expérience et donc moins crédible sur le volet sécuritaire et sur la gouvernance d'un pays aussi rebelle que la France. Pas facile d'échapper à cette contradiction : une partie non négligeable des électeurs veut à la fois des visages nouveaux et s'en remettre, pour la protéger, aux politiques les plus expérimentés.

Ça va « turbuler » en 2017 ! La France en guerre, le rejet de la classe politique, l'émergence de quadras hors-sol, le besoin de réformes économiques... Autant de paramètres qui feront de cette élection présidentielle de 2017 une échéance exceptionnelle à l'issue des plus

incertaines. Non seulement parce que tous les possibles, et même l'impossible peuvent se produire, mais surtout parce que notre pays a un besoin urgent de connaître son cap et la vision que portera celui ou celle qui aura la charge de la Nation pendant cinq ans. L'incarnation de l'élu devra être forte. Car pour retrouver l'estime de lui-même, le peuple français a un besoin évident que le « miroir de l'Élysée » lui renvoie une image structurée et valorisante.

Quels sont les atouts, les faiblesses de chacun et chacune des conquérant(e)s ? Quelles seraient leurs alliances ? Pour conduire quelle politique au service de la France ? Pour y répondre et éclairer le jugement des futurs électeurs, voici une galerie de portraits des principaux conquérants de 2017. Comme dans la galerie des Glaces de Versailles, les images renvoyées par les miroirs font ressortir – avec leurs ombres et leurs lumières – des personnages singuliers. Les uns, blanchis sous le harnais, François Hollande, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, François Fillon, François Bayrou, Jean-Luc Mélenchon, Jean-François Copé, couverts de ces bleus et cicatrices qui marquent des carrières politiques confirmées. Et les autres, la garde montante, Manuel Valls, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet, Cécile Duflot, Arnaud Montebourg, Benoît Hamon, qui se lancent sans complexes. Autant de conquérants qui, au travers de leur destin personnel, incarneront d'une manière ou d'une autre celui de la France.

Première partie

BLANCHIS SOUS LE HARNAIS

François Hollande

«Moi, je pense que 2017 n'est pas perdu.»

Quand on a vécu un quinquennat si tragique, comment peut-on vouloir en vivre un second du même acabit? Avec quelles forces pour continuer d'affronter attentats, guerres, hostilité des Français, harcèlement de la droite, divisions de la gauche, trahisons d'amis ou de proches, ambitions, résistances aux réformes, croissance hésitante? Et ce chômage dont il a promis d'inverser la courbe le 31 décembre 2012 avant de faire ce stupéfiant aveu: «J'ai eu tort. Je n'ai pas eu de bol¹!» Bref, quand tout se ligue contre vous, même un Macron, une ex, la météo, le cireur d'un collaborateur, votre propre coiffeur, pourquoi remettre le couvert à l'Élysée? François Hollande juge qu'à l'expérience «cinq ans, c'est trop court pour gouverner²». À croire qu'il en redemande. Sans doute pas au point, malgré son sens de l'humour, de risquer une nouvelle anaphore,

1. Antonin André et Karim Rissouli, *Conversations privées*, Albin Michel, août 2016.

2. Interview du 14 juillet 2016.

du genre : « Moi président-bis ». Même s'il affirme que « 2017 n'est pas perdu¹ », la litote conviendrait mieux : « Ce n'est pas gagné » !

C'est même foutu, murmure le landerneau hollandais. Hypothèse que n'exclut pas non plus le principal intéressé, en espérant conjurer la sanction qui le menace : « La conjoncture immédiate, l'ambiance, la confiance sont déterminantes... Quand bien même il y aurait une baisse continue du chômage en 2016 et dans les premiers mois de 2017, et même si l'on constate que la courbe s'est inversée, si début 2017 l'ambiance est morose, c'est foutu². » Pire, comme Lionel Jospin en 2002, l'actuel chef de l'État, s'il se porte effectivement candidat, court le risque peu glorieux d'élimination dès le premier tour, à la différence de ses prédécesseurs, qui ont toujours accédé au second, même s'ils ont ensuite été battus, tel Nicolas Sarkozy qui échoue finalement de peu en 2012.

« Conjoncture immédiate, ambiance, confiance », dit François Hollande. Un nouvel attentat, prévisible en plein rendez-vous présidentiel, pèsera fatalement sur le choix des Français. « L'inimaginable est désormais prévisible. Il peut se produire³ », observe-t-il. Des attaques différentes à chaque fois, mais un même sentiment d'horreur et d'impuissance devant la sauvagerie de jeunes djihadistes barbares, souvent radicalisés en un flash et assez habiles, malgré quelques antécédents psychiatriques parfois, pour berner la justice et les services de renseignement. Tel le jeune assassin du prêtre égorgé le 26 juillet, quelques jours après les 86 morts par camion,

1. *Conversations privées, op. cit.*

2. Hervé Asquin, *L'Élysée selon Hollande*, L'Archipel, 2016.

3. Devant la presse présidentielle, 2 août 2016.

sur la promenade des Anglais à Nice, à la fin du feu d'artifice du 14 juillet. Après les assassinats de Merah en 2012, la cascade d'attaques depuis janvier 2015 contre *Charlie Hebdo*, l'Hyper Cacher, le Bataclan, des terrasses parisiennes, et d'autres tueries encore, viennent à bout du semblant d'unité nationale. L'opinion se prend à douter de l'efficacité des bombardements vengeurs en Irak et en Syrie et de la lutte antiterroriste en France, malgré les lois votées et les mesures prises, d'attentat en attentat, pour renforcer les moyens des forces de sécurité. Un venin de guerre civile, de guerre de religion, de guerre identitaire, se propage insidieusement par l'amalgame entre terroristes islamistes et une communauté musulmane sans doute tétanisée, qui tarde à proclamer un islam estampillé République française, sous label laïcité.

État d'exception ou État de droit ?

Les appels répétés du président à la cohésion nationale, à « faire bloc pour gagner la guerre contre la haine et le fanatisme », dans le respect de la démocratie « qui est la cible mais qui sera notre bouclier », se heurtent à une opposition sans concession.

L'approche de la primaire à droite et de la présidentielle exacerbe évidemment la surenchère entre candidats, au point que même un modéré comme Alain Juppé prend tout le monde de vitesse et assène que « l'attentat de Nice aurait pu être évité¹ ». Une violente polémique s'engage sur la sécurité en ce soir du 14 juillet. Le ministre de l'Intérieur est accusé de mensonge. L'opposition, Nicolas Sarkozy en tête, taxe le pouvoir d'inefficacité et estime que l'état d'urgence

1. Voir le portrait d'Alain Juppé, p. 81.

finalement prolongé le 14 juillet, le jour même où le président annonçait sa levée, ne répond pas à la guerre imposée à la France. L'urgence de mesures d'exception s'impose.

À quoi le président répond le soir même, en direct à la télévision : « Restreindre nos libertés, déroger à nos règles constitutionnelles n'apporterait pas d'efficacité à notre lutte contre le terrorisme et affaiblirait à coup sûr la cohésion nécessaire à notre Nation. Le gouvernement applique et appliquera avec la plus extrême fermeté les lois que nous avons fait voter et qui donnent à la justice, aux préfets, aux forces de l'ordre, la capacité d'agir, amplifiée par la prolongation et le renforcement de l'état d'urgence. » François Hollande, champion du ton juste dans la réaction de compassion, semble perdre ses galons de protecteur et de chef de « guerre au terrorisme islamiste ». Mais il résiste sur la ligne de démarcation entre État de droit et état d'exception, l'un des enjeux de la présidentielle.

Candidat... ou pas !

Pas facile de se faire réélire par ces Français coupeurs de têtes, si augustes soient-elles. Mais François Hollande n'est pas du genre à renoncer dans l'adversité – sa compagne à l'Élysée. Le « Hollande-bashing », dénigrement quotidien par la *vox populi* et par la presse, courageusement versatiles, se conclut en un furieux « Hollandexit » à la mesure des rancœurs et frustrations. L'intéressé a beau savoir d'expérience, depuis son entrée en politique dans la Corrèze chiraquienne, que les seuls combats perdus sont ceux qui ne sont pas livrés, le dernier qui se présente à lui cette fois-ci est le plus dur, le plus incertain, le plus désespéré sans doute. Donc le plus excitant car l'enjeu est, pour lui et pour la gauche

dite sociale-démocrate, historique. Peut-elle gouverner dans la durée? Peut-elle se régénérer, se reconstruire sur les ruines de ses divisions?

François Hollande a fixé à décembre 2016, le plus tard possible, son choix entre les deux scénarios. Probable candidature, possible non-candidature, compte tenu de l'avalanche humiliante de sondages qui font de lui un recordman d'impopularité: 80 % de Français ne veulent plus de lui! «Au-delà de la personne du président, confie Bernard Poignant, ami et conseiller à l'Élysée, la seule question posée est celle-ci: les Français sont-ils prêts à redonner les clés à la gauche?» L'installation du tripartisme dans le paysage politique, avec le Front national, et même d'un quadripartisme avec l'extrême gauche mélenchonienne, qui le talonne et parfois le dépasse dans les sondages, change la donne électorale. Fini, le temps du bipartisme et de la stratégie de rassemblement au second tour. Il s'agit désormais de réussir l'exploit: assurer le premier tour pour accéder au second.

La calculette est donc de sortie sur le bureau de l'Élysée comme à Solférino, siège du PS. Le rapport de forces gauche + extrême gauche / droite + extrême droite est estimé en gros à 40/60. Sur ces 40, et avec une extrême gauche à 12 % environ, l'objectif viserait à capter environ 27-28 %. François Hollande en privé fixe à 23 % environ le niveau pour se qualifier au second tour. Sur la ligne de départ, il en est loin. Mais, en se fondant sur les résultats des dernières régionales, il se projette: «Le FN est premier, la droite deuxième, et nous, socialistes, troisièmes; mais ce qui reste plutôt réconfortant est notre score relativement élevé: 23 %, cela signifie que si les écologistes ne présentent pas de candidat, si on arrive à prendre un peu sur les centristes et un peu sur la gauche de la gauche avec le vote utile,

la qualification pour le second tour est possible¹. » Avec autant de « si », les sondages seraient en effet moins dramatiques pour lui !

Pas vraiment le choix

« Le dilemme du président est épouvantable, dit Bernard Poignant. Renoncer, c'est difficile, mais être éliminé du second tour, ce serait terrible. » Un coup de tonnerre pire, dit-on, pour un président de gauche que pour un président de droite. « En fait, je ne crois pas qu'il puisse reculer », avance un proche. « Il n'a pas le choix, tranche le sénateur-maire d'Alfortville Luc Carvounas, proche de Manuel Valls. Nous sommes sous la V^e. C'est sa responsabilité de président, quitte à ne pas être au deuxième tour. S'il n'est pas le candidat naturel, vu la situation politique, il reste le candidat légitime. Et puis, si ce n'est pas lui, qui lancer à sa place ? Pourquoi cramer les chances d'un autre ? » Sous-entendu, Manuel Valls !

Ceux qui côtoient François Hollande ne doutent pas de sa candidature. Impatient d'en découdre. « Je sais ce que ça représente sur le plan personnel – à 60 ans, vous entrez dans un autre temps –, je sais la lourdeur de la tâche... Mais l'envie, je l'ai, c'est mon inclination personnelle. Reste la question politique. Je ne ferai pas le choix de ma candidature si à l'évidence elle ne pouvait pas se traduire par une possibilité de victoire². » Il n'en est pas moins très lucide sur la rupture des Français avec la « classe politique » comme sur leur désamour à son égard. Ils sont mécontents de son action dans tous les domaines : il ne prend pas les décisions

1. *Conversations privées, op. cit.*

2. *Conversations privées, op. cit.*

difficiles, n'incarne pas le changement, ne dit pas la vérité, n'explique pas bien, ne rassemble pas, ne sait pas où il va. Bref, François Hollande est paré de tous les défauts. Peu importe qu'au fil du temps, il ait fait preuve d'une incroyable résilience, d'une proximité et d'une rare équanimité, d'une capacité à être au rendez-vous dans les moments dramatiques, de se muer dès 2013 en chef de guerre antidjihadiste au Mali, en Irak, en Syrie et lors des attentats de janvier et novembre 2015 à Paris, de juillet 2016 à Nice. Peu importe qu'il ait su « cheffer » comme disait Jacques Chirac. « J'ai montré, dit-il, que le pays était dirigé, dirigé par moi... Le pays est tenu¹. » Il reconnaît avoir pris conscience au bout d'une année qu'élus et électeurs attendent moins de le voir plus ou moins à gauche que d'avoir un chef, une autorité. « J'ai largué les amarres », assure-t-il. Rien n'y fait. Les Français sont restés rivés à leur impression première, agacés des erreurs, des couacs, des chamaileries, des impôts écrasants pour les particuliers, allégés pour les entreprises, et du reste. Ils veulent des résultats sur le chômage, la croissance, le pouvoir d'achat. L'étude OFCE du 5 septembre sur le bilan économique du quinquennat est sévère. Dehors les deux gladiateurs, Hollande et Sarkozy. Les Français sont prêts, dit-on, à renverser la table.

Devant un tel discrédit, tout autre responsable renoncerait, sans doute. « Il n'a pas peur de l'échec, confie Michel Sapin. Bien sûr, il hésitera s'il a le sentiment que c'est sa personne qui peut faire perdre son camp, mais son penchant naturel, son rôle présidentiel, la fierté de son action le poussent à y aller. » Jean-Vincent Placé décrit ses atouts : « Il est président, nous sommes

1. *Conversations privées, op. cit.*

sous la V^e, il a la volonté, la persévérance et surtout le mental¹. » Et puis, avance un ami, « la présidentielle est une maladie que seule la mort éteint ». Une fois le virus du pouvoir suprême inoculé, pas facile de s'en guérir, alors que l'Élysée n'a rien d'une sinécure. D'autant que la V^e République, mitonnée pour de Gaulle, place tout président, même médiocre, au-dessus du commun des mortels, doté des pouvoirs d'un démiurge. Ce qui en fait un candidat « naturel » à une éventuelle réélection, dispensé de se soumettre au processus électoral de sélection dans son camp – ces fameuses primaires, devenues quasiment statutaires.

La primaire imposée

Sans avoir refusé de descendre de l'Élysée dans cette arène, François Hollande pensait sans doute y échapper. Après bien des tergiversations et tout un jeu de dupes, Jean-Christophe Cambadélis crée la surprise en annonçant, mi-juin 2016, une primaire au seul PS. Le président, avec qui il s'est au préalable mis d'accord, accepterait finalement de s'y prêter, fin janvier 2017.

Terrible aveu de faiblesse, relèvent ses opposants de droite et gauche. « Manque de leadership à gauche », ose même Emmanuel Macron, reprenant – un comble pour un ministre – le procès permanent que fait Nicolas Sarkozy au président. Respect d'un processus démocratique, répliquent ses soutiens. L'occasion pour François Hollande de répondre aux accusations de trahison qui lui collent à la peau, et de rassembler ceux des socialistes, des radicaux de gauche et des écologistes pragmatiques qui composent la gauche de gouvernement.

1. Entretien avec l'auteur.